

autonomiatik autonomiara

Par Txillardegi

Rovaniemin izan nauzue joan den astean. Bertako Unibertsitateak antolatutako batzarreko partaide izan naiz. Mintzagaia : hizkuntz eskubideak. London-dik Helsinki-ra doan hegazkinak, Stockholm-en ingurutik abiatzen da itsasoan barrena eta Ekialde-erantz. Orduan ugaldtu egiten dira uharteak, ehunka, milaka. Halako batez, zehazki noiz esatea ezinezkoa delarik, lurra nagusitzen bide zaio itsasoari, ezari-ezarian, eta «lehorrean» gauden seinalea da. Aland uharteria gainditua da, beraz ; eta Suomi suomitarra hasi. Orain lakuak nagusi, milaka. Aland uharteria («oland» ahoska) Suomiko eskualde «autonomia» da. 25 000 bizilagun exkax, 80 uhartetan sakabanaturik (beste 6 400 uharte txikiak hutsik daude oraindik, biztanlerik bat ere gabe). Aland-eko Parlamentuak («Landsting» delakoak) 30 deputatu ditu ; eta hauek, gaur egun, sei alderditan banaturik daude (txikiena Aland-eko «berdeek» osatzen dute). Sei alderdiok, denak

beraz, Aland-tarrak dira : ez dago bertan suomitar alderdirik batere. Boto-eskubidea izateko, bertako hiritargoa lortu behar da aurrenik (baita suomitarra izanik ere).

Etxean erosketan, bertakoek dute lehentasuna. Aland-tarrek ez dute soldauzkarik egiten. Eta uhartean ez dago inongo indar harmaturik (ezta suomitarrik ere) ; eta lurralde osoa nuklearrik gabea da. Hizkuntza ofizial bakarra sueziera da (Stockholm-en bezalaxe). Suomitarrek berek ez dute Suomiko eskualde horretan inolako hizkuntz eskubiderik. Hain zuzen ere, egun hauetantxe Helsinkin zabaltzen duten propagandan (Aland-en dirua inbertitzeko) ingelesa ageri da, alemana ageri da, sueziera ageri da, jakina ; baina suomiera ez da agertzen. Suomitar etorkinik eta eraginik ez baitute nahi ! Iparraldeko Kontseiluan (Baltikoan) Aland-tarrek bi deputatu dituzte, Helsinki-tik pasa gabe.

No comment !

I.K. A BIARRITZ

■ Il était 0 h 54, ce samedi 9 juin, quand une explosion a réveillé le centre de Biarritz. Une bombe venait d'éclater au bas de l'avenue de Verdun, près de la place centrale, face à la station de taxis. Cible apparemment visée : l'agence immobilière Aria de la chaîne Orpi, 4 bis avenue de Verdun, au bas de l'immeuble abritant des cabinets médicaux et une autre boutique, là où se trouvait autrefois le centre EDF.

En fait, la bombe, ou plutôt l'explosif selon les dires officiels, avait été placée à l'entrée arrière, dans le passage reliant l'avenue à la rue du Helder. Le mur a été attaqué, les vitres environnantes ont volé en éclats. Dans les appartements du passage, des morceaux de verre ont blessé légèrement un adulte et un bébé. Immédiatement sur les lieux, la police a établi un cordon de sécurité pour éloigner les curieux, assez nombreux à cette heure de la nuit. Se sont joints les pompiers, le SAMU. Quantité d'hommes et de véhicules se sont succédé dans la nuit et la journée qui a suivi.

L'attentat aurait été revendiqué par Iparretarrak, dans l'après-midi, par appel téléphonique à Radio France Pays Basque.

Depuis les élections municipales de Biarritz, le 17 mars, qui ont vu l'accession à la gestion de plusieurs abertzale de EMA et EB dont Jakes Abeberry, Michel Poueyts, Peio Claverie, c'est la deuxième aciton I.K. dans cette ville sur onze recensées dont sept en Pays Basque :

- 30 mars : SOCAE à Anglet - Village vacances de la mutuelle de la police à Labastide-Villefranque.
- 5 avril : caravane d'agence immobilière à Anglet.
- 19 avril : agence immobilière Sepia à Biarritz.
- 25 avril : caténaire SNCF près de Dax.
- 4 mai : deux agences immobilières à Cambo.
- 18 mai : résidence de vacances à Bidart.
- 26 mai : deux agences immobilières à Pau.
- 8 juin : agence immobilière Aria à Biarritz.



Attentat I.K. à l'agence Aria.

"ENBATA"

Hebdomadaire Politique Basque
3, rue des Cordeliers - 64100 Bayonne
Tél. 59 25 68 03 - Fax. 59 25 60 10

Abonnement d'un an :
État français à partir de F.290
Europe - Maghreb à partir de F.380
Afrique, Amérique, Dom-Tom (avion) à partir de F.420

Euskadi Sud - État Espagnol
à partir de 7.000 Pts

Responsable de la Publication :
Jakes ABEBERRY
Commission paritaire : 38 226
Dessins : ETXEBELTZ

LES GESTICULATIONS DE L'ECUREUIL

■ Les beaux jours d'été enfin revenus, notre écureuil s'ébroue au sortir de sa léthargie hivernale et a embrayé directement dans la foulée de son activité fébrile de l'automne dernier.

Vous vous souvenez :

- septembre 1990 : élection tronquée à la présidence du conseil d'orientation et de surveillance dit COS ;
- octobre et novembre 1990 : adoption par la même "majorité" du COS du principe de fusion entre les caisses d'épargne du Pays Basque, du Béarn et des Landes, pour création d'une entité nouvelle dite caisse d'épargne du bassin de l'Adour ou Aquitaine Sud ;
- décembre 1990 : réunion quelque peu houleuse du conseil consultatif qu'on avait superbement ignoré tout au long de l'année 1990.

On pouvait estimer, au 1er janvier 1991, que la fusion décidée, à la majorité, serait effective au 30 juin 1991, comme demandé par le CENCEP, autorité de tutelle de l'ensemble des caisses d'épargne.

Où en sommes-nous au 1er juin 1991, soit à moins d'un mois de la date "fatidique" ? Eh bien, l'écureuil du Pays Basque, malgré des bonds et rebonds, fait du surplace. Et pourquoi donc ? Il fallait décider, à travers les trois caisses à regrouper, d'un chef de projet. Avant son élection, déjà relatée, à la présidence du COS de Bayonne, M. Solano se serait engagé auprès du directeur, M. Flattard, à ce qu'il soit désigné comme chef de projet. En retour, le directeur de Bayonne devait favoriser l'élection de M. Solano : échange... de bons procédés, déjà évoqué dans nos articles antérieurs.

Monsieur Solano a sans doute proposé mais le CENCEP a disposé et a fait de M. Bagur, directeur de la caisse du Béarn, le chef du projet officiel. Après diverses péripéties, la majorité du COS de Bayonne conteste cette désignation et l'on en est au stade où le CENCEP, pour se débarrasser d'un bébé encombrant, a créé une commission de conciliation et d'arbitrage.

Entre temps, au parlement, les députés ont adopté en première lecture un texte qui ferait que les caisses d'épargne n'auraient plus obligation de regroupement forcé entre elles. Et dire que lorsque M. Goyenette, représentant des épargnants, développait l'hypothèse d'une non adhésion à ce regroupement par conservation de l'indépendance de la caisse d'épargne du Pays basque, assortie d'un changement radical de politique et de moyens commerciaux... Certains, et même des employés de la caisse d'épargne, pensent qu'il doit bien sourire intérieurement. Mais nous sommes sûrs que la situation actuelle l'incite plus à la tristesse qu'au sourire. N'en déplaise au principe du "secret professionnel", nous tâcherons de continuer à informer les lecteurs d'Enbata des gesticulations de l'écureuil.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

■ Un débat public sur le développement économique du Pays Basque aura lieu, le 14 juin prochain à 20 h 30, au siège d'Euskal Batasuna, 14 rue des Cordeliers à Bayonne.

Les animateurs de ce débat seront : Michel Berger, président de l'association Hemen et Claude Harlouchet, conseiller municipal de Bayonne.

Leur intervention s'articulera autour des points suivants : le mouvement abertzale a-t-il eu une influence sur le développement économique du Pays Basque durant les quinze dernières années ? Quelles idéologies sous-tendent ce mouvement : marxisme, socialisme, autogestion, mouvement coopératif ou libéralisme ?